

Note de synthèse – Projet Connect’Diasporas

1. Présentation générale du projet

Connect’Diasporas est un projet mis en œuvre par le **FORIM** (Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations), avec pour objectif de renforcer les liens entre les fédérations diasporiques africaines basées en Europe et les autorités locales de leurs pays d’origine.

Ce projet s’inscrit dans une dynamique innovante de coopération multi-acteurs, en mobilisant les diasporas comme actrices à part entière du développement local. Il vise à amorcer des espaces de dialogue structuré, à valoriser leur expertise transnationale, et à mieux articuler les initiatives diasporiques avec les politiques publiques nationales et territoriales.

Connect’Diasporas bénéficie du soutien financier de l’Union européenne, à travers le **Mécanisme de Subvention du Programme Migration et Mobilité pour le Développement (MMD III)**, mis en œuvre par le **Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires (ICMPD)**.

D’une durée de **18 mois (2025–2026)**, le projet Connect’Diasporas est mis en œuvre dans un cadre transnational articulant **les territoires d’origine** et **les territoires de résidence** des diasporas africaines. Cette logique d’intervention dans le “double espace” diasporique – ici et là-bas – est au cœur de l’approche du projet. Le projet concerne directement **huit pays**, répartis comme suit :

Pays de résidence des diasporas (ici) :

- **France et Espagne**, où sont implantées les six fédérations partenaires du projet. Ces deux pays constituent des espaces clés d’engagement citoyen, de structuration associative et de mobilisation diasporique.
- Les fédérations y jouent un rôle central d’**interface entre les communautés diasporiques, les institutions locales et les représentations diplomatiques** de leurs pays d’origine.

Pays d’origine des diasporas (là-bas) :

- **Angola, Cap-Vert, Comores, Madagascar, République du Congo et Sénégal**, où seront mises en œuvre les actions de terrain, en lien direct avec les autorités locales.
- Ces territoires représentent les ancrages historiques et familiaux des diasporas, et constituent les espaces de déploiement des partenariats co-construits entre acteurs diasporiques et institutions territoriales.

Le projet associe directement **six fédérations diasporiques** représentant ces pays en Europe et porte une approche fondée sur le **dialogue, la structuration et la capitalisation**.

2. Contexte et justification

Depuis plusieurs décennies, les diasporas africaines jouent un rôle essentiel dans le développement de leurs pays d’origine. Leur engagement se manifeste par des transferts financiers, le soutien à des initiatives communautaires, la mise en œuvre de projets de codéveloppement ou encore le transfert de compétences. En France et en Espagne, de nombreuses organisations issues de ces diasporas se sont structurées autour de fédérations nationales, porteuses de démarches collectives et stratégiques. Dans ce contexte, Le **FORIM (Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations)** accompagne et structure ces dynamiques depuis sa création. En tant que plateforme nationale, il fédère aujourd’hui une quarantaine de fédérations diasporiques en France, et œuvre activement à la reconnaissance du rôle des organisations de diasporas dans les dynamiques de solidarité internationale et de développement, tant en France que dans les pays d’origine.

Cependant, malgré la richesse de ces engagements, le dialogue entre les diasporas et les autorités locales de leurs pays d'origine demeure souvent limité, informel ou non structuré.

Plusieurs défis persistent :

- **Un manque de reconnaissance institutionnelle** du rôle des diasporas comme actrices du développement local ;
- **Une coordination insuffisante** entre les initiatives diasporiques et les politiques publiques territoriales dans les pays d'origine ;
- **Des dynamiques associatives inégales**, certaines fédérations étant bien établies, tandis que d'autres restent en cours de structuration ;
- **Une faible visibilité et valorisation des actions menées** par les diasporas auprès des acteurs institutionnels nationaux et internationaux.

Dans un contexte où les dynamiques migratoires, les enjeux territoriaux et les stratégies de coopération sont de plus en plus interconnectés, les diasporas apparaissent comme des actrices essentielles du lien transnational. Leur double ancrage — ici et là-bas — leur donne une position stratégique pour initier des coopérations concrètes, durables et porteuses d'impact.

C'est dans cette perspective qu'a été conçu le projet Connect'Diasporas, comme une réponse innovante et structurante. Il s'appuie sur l'expérience du FORIM pour **favoriser le dialogue entre les fédérations diasporiques africaines et les autorités locales de leurs pays d'origine**, tout en tenant compte de la diversité de leurs niveaux de structuration. Il ambitionne de renforcer leur ancrage institutionnel, de soutenir leurs capacités d'action, et de promouvoir une approche partagée du développement local, fondée sur la complémentarité des territoires et la co-construction des réponses.

3. Objectifs du projet et principales activités

Objectif général :

Le projet Connect'Diasporas a pour objectif général de **favoriser l'interconnaissance et le dialogue entre six organisations diasporiques africaines représentatives et les autorités locales de leurs pays d'origine**, afin d'expérimenter des collaborations durables qui renforcent l'engagement des diasporas et contribuent à la lutte contre la pauvreté.

Ce dialogue vise à faire émerger de nouveaux espaces de concertation, à encourager la reconnaissance institutionnelle des diasporas comme actrices du développement local, et à contribuer à une gouvernance plus inclusive des dynamiques migratoires et territoriales

Objectifs spécifiques :

Objectif spécifique 1 : Consolider les espaces de dialogue et la collaboration entre les organisations nationales de la diaspora de Madagascar (FACT), du Cap-Vert (FACF) et de la République du Congo (CAPCOS) et les autorités locales de leurs pays d'origine.

Cet objectif vise à renforcer et formaliser les relations existantes entre trois fédérations diasporiques déjà structurées et les autorités locales de leurs pays d'origine. Il s'agit de consolider des cadres de dialogue et de coopération pérennes, en favorisant la reconnaissance institutionnelle des diasporas comme partenaires de la gouvernance territoriale ici et là-bas.

Le projet accompagne, dans ce cadre, la co-construction d'accords formels (conventions, plans d'action, engagements croisés) reposant sur une identification partagée des priorités de

développement territorial. Ces accords visent à articuler les initiatives et compétences portées par les fédérations diasporiques — qu'il s'agisse de savoir-faire techniques, de projets collectifs ou de ressources mobilisables — avec les orientations stratégiques, les besoins et les capacités d'action des autorités locales dans les pays d'origine. L'objectif est de créer des passerelles concrètes et équilibrées entre action citoyenne transnationale et politiques publiques locales, en s'appuyant sur l'expérience des fédérations, leur ancrage territorial et leur volonté d'agir en complémentarité des acteurs institutionnels.

Acteurs impliqués :

FACT (Madagascar), FACF (Cap-Vert) et CAPCOS (République du Congo), autorités locales dans les pays d'origine, ambassades, délégations de l'Union européenne, FORIM, et - selon les opportunités et contextes - certaines collectivités territoriales françaises et espagnoles.

Activités principales :

- **Rencontres bilatérales** entre chaque fédération et les autorités locales de leur pays d'origine (6 rencontres prévus) ;
- **Organisation de missions de terrain** (2 par pays) dans les pays d'origine pour initier ou renforcer les partenariats institutionnels ;
- **Ateliers d'échanges de pairs à pairs** entre les fédérations expérimentées et les fédérations en structuration, permettant de partager les bonnes pratiques et renforcer leur posture de prescription ;
- **Rencontres diplomatiques** (ambassades et délégations de l'UE) pour faciliter les connexions et ouvrir des perspectives de coopération transnationale ;
- **Élaboration de plans d'action et de dispositifs de suivi**, favorisant la continuité des échanges au-delà du projet.

Objectif spécifique 2 : Renforcer la structuration, les capacités organisationnelles et la reconnaissance de trois fédérations nationales de diasporas en cours de structuration, l'Angola (CAAF), Comores (UNACOF), Sénégal (CASC) vis-à-vis des autorités de leurs pays d'origine.

Ce second objectif vise à accompagner trois fédérations diasporiques en cours de structuration dans le renforcement de leur organisation interne, leur positionnement stratégique et leur capacité à établir des relations de coopération durables avec les autorités locales de leurs pays d'origine. L'objectif est de les aider à consolider leur gouvernance, à clarifier leur identité collective et à affirmer leur rôle comme interlocutrices crédibles auprès des institutions.

Le projet s'attache à adapter les modalités d'appui au **niveau de structuration propre à chaque fédération**, en combinant des dispositifs collectifs (formations, échanges entre pairs) et des accompagnements individualisés. Cette approche vise à renforcer leur professionnalisation, leur autonomie associative et leur capacité à initier, gérer et valoriser des projets de solidarité à dimension territoriale. En parallèle, il s'agit de **soutenir leur reconnaissance institutionnelle** auprès des autorités locales et des représentations diplomatiques, en leur donnant les outils et les espaces pour faire entendre leur voix.

Acteurs impliqués :

CAAF (Angola), UNACOF (Comores), CASC (Sénégal – Catalogne), équipes du FORIM, formateur·rice·s et expert·e·s mobilisé·e·s, fédérations expérimentées (FACT, FACF, CAPCOS) dans le cadre d'échanges de pairs à pairs, ambassades et autorités locales dans les pays d'origine.

Activités principales :

- **Rencontres bilatérales** entre chaque fédération et les autorités locales de leur pays d'origine (6 rencontres prévus) ;
- **Réaliser trois études de profil diasporique** (Comores, Angola, Sénégal) afin de mieux documenter les dynamiques associatives, les enjeux de structuration et les liens aux territoires d'origine ;
- **Déployer trois modules de formation collectifs** sur des thèmes clés : gestion associative, stratégie, dialogue avec les autorités, approche genre ;
- **Mettre en œuvre un accompagnement individualisé** (neuf sessions prévues) pour accompagner la structuration et l'affirmation des fédérations ;
- **Organiser des ateliers d'échange entre pairs** avec les fédérations expérimentées, afin de favoriser les transferts d'expérience et la mutualisation des pratiques (structuration, plaidoyer, stratégie partenariale) ;
- **Organisation de journées pays** en France et en Espagne, en lien avec les ambassades et les partenaires institutionnels, pour renforcer leur positionnement dans l'écosystème diasporique.

Objectif spécifique 3 : Répertorier et diffuser les connaissances et bonnes pratiques en matière de dialogue et de collaboration entre les organisations diasporiques et les autorités locales.

Ce troisième objectif vise à documenter, valoriser et partager les expériences, pratiques et savoir-faire développés par les diasporas dans leurs relations avec les autorités locales. L'enjeu est de renforcer la reconnaissance institutionnelle de leurs contributions, de faciliter le changement d'échelle des initiatives menées, et d'alimenter les réflexions sur la gouvernance locale des migrations.

Le projet développe, dans ce cadre, une démarche de capitalisation collective et participative, fondée sur la mise en récit des dynamiques de coopération, la production de supports accessibles et la diffusion des enseignements auprès d'un large éventail d'acteurs (diasporas, pouvoirs publics, bailleurs, collectivités, institutions internationales).

Les apprentissages tirés du projet seront également **partagés avec l'ensemble des membres du FORIM**, y compris ceux qui n'ont pas été directement mobilisés dans sa mise en œuvre, afin d'alimenter les réflexions collectives, d'encourager l'essaimage et de renforcer les capacités du réseau dans son ensemble. Il s'agit également de créer des passerelles entre les territoires, de favoriser la mise en réseau et d'inscrire les pratiques diasporiques dans les cadres de coopération plus larges.

Acteurs impliqués :

Fédérations partenaires (FACT, FACF, CAPCOS, CAAF, UNACOF, CASC), FORIM (équipe projet/experts et commission capitalisation, membres), ICMPD, partenaires institutionnels (collectivités, ambassades, délégations de l'UE, AFD) et réseaux de coopération.

Activités principales :

- **Production de 120 fiches projets par pays**, afin de donner une visibilité renforcée aux actions mises en œuvre par les diasporas, notamment celles financées dans le cadre du programme PRA/OSIM.
- **Réalisation d'une étude de capitalisation** déclinable en plusieurs formats (fiches de synthèse, capsules vidéo, brochures thématiques, formats web, etc.) adaptés à différents publics cibles.

- **Organisation d'un séminaire international de clôture**, réunissant l'ensemble des partenaires du projet, les institutions concernées et d'autres réseaux diasporiques, afin de présenter les résultats, promouvoir les enseignements et poser les bases de futurs partenariats.

4. Résultats attendus

Le projet *Connect'Diasporas* entend produire des résultats concrets et mesurables, tant sur le plan de la structuration des fédérations diasporiques que sur celui de leur reconnaissance en tant qu'acteurs de développement et de coopération territoriale.

- i. **Renforcement des dynamiques de dialogue et de partenariat**
 - Mise en place de **3 cadres formalisés de coopération** (protocoles d'accord, plans d'action, lettres d'engagement...) entre fédérations diasporiques et autorités locales dans les pays d'origine.
 - Organisation d'au moins **3 journées pays** et de **6 missions institutionnelles** impliquant les fédérations et les autorités territoriales, facilitant la co-construction de cadres de coopération.
- ii. **Montée en compétences et professionnalisation des fédérations diasporiques**
 - Renforcement des capacités de **6 fédérations partenaires**, dont **3 en phase de structuration** (UNACOF, CAAF, CASC), via un accompagnement personnalisé.
 - Organisation de **3 modules de formation** sur des thématiques clés : gouvernance associative, dialogue institutionnel, stratégie de plaidoyer, ingénierie de projet, etc.
 - Mise à disposition d'**outils méthodologiques** adaptés pour la gestion, la communication et le développement stratégique.
- iii. **Valorisation des actions et visibilité renforcée des diasporas**
 - Réalisation de **3 études sur les profils diasporiques**, incluant une cartographie des acteurs et des dynamiques locales.
 - Production de **contenus de capitalisation** (étude : brochure, fiches pratiques, vidéos, supports web...) diffusés à l'échelle nationale et européenne.
 - Organisation d'un **séminaire international de clôture**, réunissant plus de 60 participants issus des diasporas, des institutions partenaires, des collectivités et des bailleurs.
- iv. **Meilleure reconnaissance des diasporas comme actrices de la coopération territoriale**
 - Intégration des fédérations diasporiques dans des **espaces de dialogue** avec les autorités locales, les ambassades et les délégations de l'Union européenne.
 - Initiation de **synergies concrètes** avec d'autres programmes européens (EUDiF, PRA/OSIM, CRPM...).
 - Contribution active des fédérations aux politiques de **gouvernance locale des migrations** et de **codéveloppement**, à travers la production d'analyses, de recommandations et de plaidoyers.

5. Valeur ajoutée stratégique

Le projet *Connect'Diasporas* se distingue par une série de leviers stratégiques qui en font une initiative pilote et structurante à l'échelle européenne et africaine. Il s'inscrit dans une dynamique innovante de coopération transnationale et territoriale, mobilisant les diasporas comme des partenaires de développement à part entière.

i. Une approche multi-acteurs et multi-niveaux

Le projet mobilise un large éventail d'acteurs complémentaires : fédérations diasporiques, autorités locales, ambassades, collectivités européennes, bailleurs internationaux, plateformes associatives. Cette approche permet d'articuler les dynamiques de diasporas avec les politiques publiques, et de créer des passerelles concrètes entre **organisations de diasporas** et **institutions locales**.

ii. Une reconnaissance renforcée des diasporas comme actrices du développement

En plaçant les diasporas au cœur du dispositif, *Connect'Diasporas* contribue à leur reconnaissance comme **acteurs légitimes du développement territorial**, porteurs de compétences, de réseaux et de solutions innovantes. Le projet valorise leur double ancrage "ici" et "là-bas" et leur capacité à faciliter des coopérations durables et équitables.

iii. Une territorialisation de la gouvernance migratoire

Le projet s'inscrit dans une logique de gouvernance partagée des migrations, en favorisant le dialogue entre les diasporas et les **collectivités locales (ici et là-bas)**, souvent en première ligne sur les questions d'intégration, de participation citoyenne et de développement local. Il s'agit ainsi de traduire les grands principes de solidarité internationale en **coopérations concrètes et localisées**.

iv. Un potentiel de capitalisation et de répliquabilité élevé

Grâce à ses actions de documentation, de mutualisation et de valorisation des pratiques, le projet crée les conditions d'une **reproductibilité du modèle** à d'autres diasporas, d'autres pays ou d'autres territoires. Il pourra ainsi inspirer d'autres initiatives et alimenter les politiques migratoires et de développement au niveau européen, national et local.

v. Un alignement fort avec les priorités européennes et internationales

Le projet est pleinement aligné avec les engagements de l'Union européenne en matière de **migration et développement**, de **coopération décentralisée**, de **gouvernance inclusive** et de **renforcement de la société civile**. Il participe également aux Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD 10 (réduction des inégalités), l'ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces) et l'ODD 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).